

Anthropologie et Sociétés



Mark Dow, *American Gulag : Inside The U.S. Immigration Prisons*. Berkeley, University of California Press, 2005, 423 p., bibliogr., index.

Fabrice Fernandez

Volume 30, numéro 1, 2006

Une anthropologie de la paix?

An Anthropology of Peace?

¿Una antropología de la paz?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/013844ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/013844ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fernandez, F. (2006). Compte rendu de [Mark Dow, *American Gulag : Inside The U.S. Immigration Prisons*. Berkeley, University of California Press, 2005, 423 p., bibliogr., index.] *Anthropologie et Sociétés*, 30(1), 249–251.
<https://doi.org/10.7202/013844ar>

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 2006

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

et droit, il n'y a pas opposition, mais complémentarité. En témoignent les trois idéaux guerriers recensés par F. Gros : la guerre fondatrice de droit, la guerre de juste cause et la guerre loyale. L'essai montre que chacune de ces formes de conflit armé désigne une manière particulière de « nouer la guerre sur le droit ».

Une fois l'identité de la guerre replacée dans son évolution conceptuelle (depuis la Grèce antique jusqu'au XX^e siècle), F. Gros aborde ce qu'il appelle provisoirement les « états de violence ». Sur les cendres de la guerre classique, ceux-ci inaugurent une nouvelle distribution de violence : l'ingénieur informatique, le mercenaire et le terroriste remplacent le soldat en uniforme cependant que les champs de bataille se déplacent vers le centre des villes et les espaces publics (marchés, gares, métros). Nouveaux personnages, nouveaux théâtres ; mais par-delà ces transformations de premier plan, on constate que c'est toute l'architecture de la guerre qui se défait lentement sous nos yeux. Naguère publiques et centralisées (hiérarchiques et pyramidales), les batailles d'aujourd'hui paraissent anarchiques et privatisées. Elles opposent des réseaux dispersés. Alors que les combats d'hier étaient rythmés par une temporalité précise (déclaration, mobilisation, bataille), les affrontements actuels imposent un état d'alerte permanent, si bien que la paix publique est aujourd'hui « traversée par une menace permanente de terreur ». Dans le sillage de la seconde guerre d'Irak, des conflits balkaniques et caucasiens, ainsi que des nombreux attentats terroristes (New York, Madrid, Londres, etc.), F. Gros voit apparaître une nouvelle dynamique de violence « qui se réfléchit selon deux termes : intervention et sécurité, par quoi s'annonce l'irréversible déclin de la guerre et de la paix ». Dans l'économie des états de violence, l'intervention remplace la guerre tandis que la notion de sécurité fournit le prétexte à celle-ci. Bien qu'elle ait longtemps constitué le « mal politique » absolu, l'intervention représente aujourd'hui une forme de conflit plus acceptable que la guerre. Intervenir en Irak ou ailleurs, note F. Gros, ce n'est pas lui faire la guerre. Car l'intervention ignore les logiques de négociation ou de discussion : là où la guerre opposait « deux ennemis égaux, reconnaissant leur adversité », elle introduit une dissymétrie entre les adversaires, l'un perturbe la sécurité, l'autre la rétablit. Contrairement à la guerre, les états de violence supposent « la fiction d'une communauté de valeurs et d'un ordre bon pour tous » (p. 231).

En deux mots, la guerre classique s'efface progressivement et fait place à des états de violence réglés par un impératif de sécurité et une logique d'intervention. Cette mutation d'ensemble qui exige de développer nouvelles vigilances. L'essai de Frédéric Gros se veut un premier pas.

Jean-Michel Landry (Jean-Michel.Landry.1@ulaval.ca)
Département d'anthropologie
Université Laval
Québec (Québec) G1K 7P4
Canada

Mark Dow, *American Gulag : Inside The U.S. Immigration Prisons*. Berkeley, University of California Press, 2005, 423 p., bibliogr., index.

Chaque année, le service d'immigration et de naturalisation des États-Unis (INS) détient près de 200 000 personnes, nombre qui a plus que triplé entre 1994 et 2001 et qui, d'après

le gouvernement fédéral, devrait continuer de croître. Un état des lieux sur les conditions de détention sur le sol des États-Unis s'imposait donc avec d'autant plus de nécessité que s'accumulent les images et les récits de tortures et de traitements dégradants au sein de la prison irakienne d'Abou Ghraïb et sur la base américaine de Guantanamo à Cuba.

Mais qui sont donc ces personnes détenues par l'INS? Ce sont des individus entrés aux États-Unis sans visa ou dont le visa a expiré, ceux qui ont commis des délits divers et qui, selon leurs situations, peuvent être renvoyés au service d'immigration, ou encore des étrangers qui sont « associés » à des activités terroristes.

Alors qu'ils sont nombreux à n'avoir commis aucun crime, Mark Dow décrit comment ils sont dépouillés de leurs biens ainsi que des plus élémentaires droits civils, victimes de mauvais traitements, de violences, d'humiliations et d'abus sexuels. Il détaille des transferts sans fin qui les éloignent de leurs familles mais aussi de leurs avocats et des médias. Cet « art de l'emprisonnement » propre à l'INS consiste aussi à regrouper des demandeurs d'asile politique et des étrangers sans passif criminel avec des détenus de droit commun, dans des prisons isolées en région rurale, tout en ne leur accordant pas le statut de détenus (*inmates*) mais celui aux contours flous de personnes en rétention administrative (*detainees*). Ces « étrangers », noyés dans la masse de la population carcérale américaine, souvent inexpulsables et retenus pour une durée indéterminée, constituent pourtant bel et bien des prisonniers, mais dépourvus de « numéro » et privés de droit, à la merci de leurs geôliers, juges et partie.

American Gulag, comme son auteur le reconnaît aisément, est volontiers polémique et plus souvent descriptif qu'analytique. Mais Dow se défend d'un rapprochement abusif avec *L'archipel du Goulag*, les camps de travail forcé soviétiques dépeints par Soljenitsyne. Le goulag américain désigne ici des prisons isolées et éloignées du regard des citoyens, comme pouvaient l'être les camps de prisonniers soviétiques en Sibérie. On peut regretter cette déformation manifeste du terme goulag et son utilisation polémique ainsi que des références plus journalistiques que scientifiques. Pourtant, journaliste d'investigation expérimenté et ancien enseignant au service de naturalisation américain, Dow a passé des années à interroger détenus, gardiens et officiers dans de nombreux centres de détention, notamment celui de Krome près de Miami. Sa méthode s'appuyant sur une étude documentaire approfondie, le recueil et le recoupement d'une abondante base de matériaux de terrain (récits, échanges informels, entretiens, observations) n'a rien à envier aux méthodologies des sciences sociales, même si elle ne sert ici qu'un seul et unique objectif : dévoiler les détentions secrètes de l'INS.

L'ouvrage de Dow peut être perçu comme un réquisitoire à charge contre l'administration Bush, accusée d'avoir exploité le traumatisme national du 11 septembre pour renforcer les lois autoritaires envers les populations arabes et musulmanes. Mais selon Dow, l'autoritarisme et l'obsession du secret étaient déjà les composantes principales de l'INS qui, dès les années 1980, mettait en œuvre une politique agressive envers les demandeurs d'asile politique et les étrangers sans papiers. Dow trace un rapide tour d'horizon des lois sur l'immigration aux États-Unis, en incluant les modifications qui ont eu cours après le 11 septembre et leurs conséquences sur les parcours de vie de ces « étrangers illégaux ». D'après lui, leurs détentions ne relèvent pas spécifiquement d'une réponse au terrorisme, mais d'une bureaucratie qui cultive l'opacité du pouvoir et méthodes autoritaires. Si des politiciens locaux et quelques entrepreneurs de prisons privées tirent profit des sommes considérables versées par le gouvernement fédéral pour ces détentions, Dow n'oublie pas ce qui a rendu possible la production de ces espaces de non-droits : le Congrès américain.

Diluant sa part de responsabilité dans des rouages bureaucratiques, l'INS applique une politique d'exception discrétionnaire au détriment du respect des droits humains fondamentaux. Dénonciation manifeste de ce système carcéral invisible, *American Gulag* a le mérite d'enrichir le questionnement et la critique des sciences sociales sur les formes contemporaines de gouvernementalité de ces populations jugées indésirables.

Fabrice Fernandez (fabricefernandez@yahoo.fr)
Institut de Sciences Sociales Raymond-Ledrut
Laboratoire CIRUS-CERS
5, Allées Antonio-Machado
31058 Toulouse Cedex 9
France

Christophe COLERA (dir.), *Une communauté dans un contexte de guerre : la « diaspora » serbe en Occident*. Paris, L'Harmattan, 2003, 199 p., tabl., réf.

Au fil des contributions, ce livre nous présente un tableau dynamique, diversifié et bien documenté de l'expérience migrante serbe confrontée aux événements dévastateurs qu'ont été les guerres balkaniques des années quatre-vingt-dix. Pour ce faire, l'ouvrage procède par strates analytiques progressives. Il commence par problématiser la notion même de « Serbe », en tant qu'identité distincte de celle de « Yougoslave ». Ensuite, les auteurs ajoutent à cette problématique celle d'une longue histoire de mobilité géographique et de migration, d'ailleurs très bien décrite par Bernard Lory, de même que par chacune des contributions axées sur les communautés serbes d'Allemagne, de France et des États-Unis. Cette mise en contexte est utilisée, dans un troisième temps, pour examiner les effets des guerres balkaniques sur cette dynamique migratoire. Finalement, la dernière strate analytique de l'ouvrage examine l'impact qu'ont pu avoir, pour les Serbes de la diaspora, les représentations extrêmement négatives des actions des Serbes de Yougoslavie dans les médias occidentaux durant la guerre de Bosnie et celle du Kosovo. Cette dernière strate, que l'on trouve dans toutes les contributions, nous semble, d'ailleurs, l'apport le plus important et original de l'ouvrage.

Les actions et attitudes serbes qui seront consignées dans l'historiographie occidentale des conflits yougoslaves des années 1990 sont déjà bien connues. Elles l'étaient même à l'époque où les bombes de l'OTAN tombaient sur l'ex-Yougoslavie : l'élection de Slobodan Milosevic, les fosses communes de Srebrenica, les crimes contre l'humanité, les politiques de nettoyage ethnique, les visées expansionnistes rêvant d'une grande Serbie, etc. Par contre, ce qui est généralement moins discuté est le fort degré auquel ces événements et leur caractérisation dans les médias occidentaux ont rapidement déteint sur les représentations de l'ensemble des Serbes yougoslaves et diasporiques. Comme l'observe Colera : « D'abord décrits comme les adversaires du droit à l'autodétermination des peuples yougoslaves, ils sont ensuite dépeints comme un peuple "génocidaire" durant la guerre de Bosnie (1992-1995) – et à nouveau durant la guerre du Kosovo (1999) » (p. 118).

Cette stigmatisation collective vient directement influencer la dynamique d'adaptation des Serbes migrants dans leurs nouvelles sociétés. La problématique de la migration se trouve,